

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 07/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Communauté de l'Agglomération Dijonnaise

40 Avenue du Drapeau
Pôle Environnement
21000 Dijon

Code AIOT : 0005425703

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2023 dans l'établissement Communauté de l'Agglomération Dijonnaise implanté Chemin de la Charmette Lieu-dit Aux Charmes d'Asnières 21000 Dijon. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté de l'Agglomération Dijonnaise
- Chemin de la Charmette Lieu-dit Aux Charmes d'Asnières 21000 Dijon
- Code AIOT : 0005425703
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dijon métropole dont le siège social est situé 40 avenue du Drapeau - BP 17510 à Dijon exploite une déchetterie sur la commune de Dijon.

L'exploitation de cet établissement est autorisée au titre des rubriques 2710-1 et 2710-2 par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.2	/	Sans objet
2	Clôture-accès	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.3	/	Sans objet
3	Accès de l'installation	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.1	/	Sans objet
4	Entreposage des déchets non dangereux	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.3	/	Sans objet
5	Déchets dangereux spéciaux des ménages	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.4	/	Sans objet
6	Huiles minérales	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.5	/	Sans objet
7	Déchets d'amiante liés aux matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.6	/	Sans objet
8	Prévention des chutes et collision	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.7	/	Sans objet
9	Zone de dépôt pour le réemploi (ressourcerie)	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.8	/	Sans objet
10	Registre des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.9	/	Sans objet
11	Propreté	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.3.1	/	Sans objet
12	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 4.2.2	/	Sans objet
13	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 4.3.9	/	Sans objet
14	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.1.1	/	Sans objet
15	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.1.3	/	Sans objet
16	Local DDSM	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.2.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.2.2.1	/	Sans objet
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.2.3	/	Sans objet
19	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.3.2	/	Sans objet
20	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.3.4	/	Sans objet
21	Relevé des prélèvements deau	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 8.2.1	/	Sans objet
22	Autosurveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 8.2.2	/	Sans objet
23	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 8.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : L'exploitation de la déchetterie se fait sous la surveillance de deux personnes nommément désignées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôture-access

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres est suffisamment résistante pour empêcher l'accès aux installations.
Constats : L'établissement est clôturé sur la totalité de son périmètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Accès de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets acceptés sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie.
Constats : Les horaires d'ouverture ainsi que la liste des déchets admissibles sont affichés à l'entrée de la déchetterie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entreposage des déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.
Constats : L'affectation des différentes bennes est clairement indiquée par des marquages appropriés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déchets dangereux spéciaux des ménages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol.
Constats : Les déchets dangereux sont réceptionnés par le personnel habilité qui se charge de les entreposer dans un local dédié. Les déchets sont stockés dans des bennes spécifiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Huiles minérales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Il sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche. Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur.
Constats : Les huiles de friture et les huiles de vidange sont stockées dans des contenants spécifiques munis de cuvette de rétention. Une information sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile est clairement affichée sur les conteneurs dédiés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déchets d'amiante liés aux matériaux inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une zone de dépôt spécifique reçoit les déchets d'amiante liés aux matériaux inertes. Cette zone est clairement signalée.
Constats : La zone recevant des déchets d'amiante est clairement indiquée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des chutes et collision

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôt de déchets. I – Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers. II – Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.
Constats : Un dispositif anti-chute est installé tout le long de la zone de déchargement. La partie basse du quai dispose d'un affichage visible interdisant cette zone aux usagers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Zone de dépôt pour le réemploi (ressourcerie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord. Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation.
Constats : Le site comporte un local d'entreposage d'objets ou de mobiliers destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait directement par une personne habilitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.1.4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> la date de l'expédition ; le nom et l'adresse du destinataire ; la nature et la quantité de chaque déchet expédié ; le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; l'identité du transporteur ; le numéro d'immatriculation du véhicule ; la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définis à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre informatisé où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre comporte bien toutes les informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Le jour de l'inspection, l'ensemble des installations était maintenu propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Un plan daté des réseaux a bien été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées au milieu naturel et identifiées au présent chapitre doivent respecter avant leur rejet les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 5,5 < pH < 8,5 • T°C < 30°C • MEST < 50 mg/l • DCO < 125 mg/l • DBO5 < 50 mg/l • Hydrocarbures totaux < 5 mg/l • Métaux totaux (somme de la concentration des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al) < 15 mg/l
Constats : Les résultats d'analyse des eaux pluviales des années 2021 et 2022 ont été présentés. Ils n'appellent pas de commentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 71.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : L'exploitant détient bien un plan de localisation des risques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 71.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : Le jour de l'inspection, les locaux étaient propres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Local DDSM

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ce local doit présenter les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• matériaux A2 s2 d0 ;• le sol des aires et locaux de stockages est incombustible (de classe A1fl) ;• les toiture et couverture de toiture répondent au minimum à la classe CROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture compris entre quinze minutes et trente minutes (classe T 15) et pour une durée de propagation du feu à la surface de la toiture comprise entre dix minutes et trente minutes (indice 2) ;• structure classé a minima R15. <p>Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu requises. Les justificatifs ont été présentés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : L'installation dispose bien d'un accès permanent au site permettant l'intervention des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée de deux heures ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats : L'installation est dotée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une ligne téléphonique permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de deux bornes incendie d'un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée de deux heures ; • de cinq extincteurs répartis sur le site. <p>Le registre de vérification des moyens de lutte contre l'incendie a été présenté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que des installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p>
<p>Constats : Les rapports de vérification des installations électriques des années 2022 et 2021 ont été présentés. Ils n'appellent aucun commentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque local technique, énoncé à l'article 7.2.1.2, est équipé d'un détecteur de fumée.
Constats : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Relevé des prélèvements deau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre.
Constats : Le registre de consommation d'eau a été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Autosurveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre : ensemble des paramètres définis à l'article 4.3.9, annuelle pour EP.
Constats : Les eaux pluviales sont analysées chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.
Constats : Les rapports d'autosurveillance des niveaux sonores des années 2019 et 2022 ont été présentés. Ils n'appellent aucun commentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

